N° 11-621-MIF au catalogue — N° 061
ISSN : 1707-0511
ISBN : 978-0-662-07069-6

Document analytique

Analyse en bref

L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)

par Katarzyna Naczk

Division des institutions publiques
Immeuble R.-H. Coats, 23e étage, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone : 1-800-263-1136

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)

Katarzyna Naczk

Comité de revue : Catherine Boies, Peter Elliott, John Flanders, Penny Hope-Ross de Statistique Canada et George Domaradzki de l'Agence de la fonction publique du Canada

Rédacteur : Christian Houle

Rédacteur en chef : Yvan Gervais

Publication : Debi Soucy

Septembre 2007

N° 11-621-MIF2007061 au catalogue
ISSN : 1707-0511
ISBN : 978-0-662-07069-6
Fréquence : hors série
Ottawa

Pour obtenir de plus amples renseignements :
Service national de renseignements : 1-800-263-1136
Demandes par courriel : analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada
© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

2008-02989/

L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)

Katarzyna Naczk, Division des institutions publiques

Résumé

La présente étude est la deuxième d'une série visant à cerner comment a évolué depuis les 11 dernières années l'administration publique centrale (APC), laquelle englobe environ 178 000 fonctionnaires fédéraux dont l'employeur est le Conseil du Trésor. Ces fonctionnaires fédéraux de l'APC représentaient 46,7 % de l'effectif du gouvernement fédéral en 2006[1].

Selon la première étude[2], la fonction publique fédérale dans son ensemble était plus modeste en 2006 qu'elle ne l'était 11 ans plus tôt. La composition de l'APC s'est aussi adaptée à notre époque. Malgré leur nombre réduit, les fonctionnaires de l'APC occupent des emplois plus souvent axés sur le savoir qu'il y a 11 ans et ils sont plus âgés en moyenne. En outre, le nombre de femmes est proportionnellement plus élevé.

La présente étude s'appuie sur les données sur l'APC pour examiner les tendances de l'emploi des femmes globalement et selon un regroupement de professions.

Les femmes sont maintenant plus nombreuses que les hommes aussi bien dans les emplois axés sur le savoir que dans les emplois moins axés sur le savoir. En effet, le nombre de femmes occupant des postes axés sur le savoir à l'APC a augmenté de façon constante de 1995 à 2006, tandis que le nombre d'hommes a d'abord diminué, puis rebondi par la suite.

Le nombre de travailleurs occupant des postes moins axés sur le savoir — hommes et femmes — a diminué pendant cette période. Cependant, en raison de la baisse marquée chez les hommes, le nombre de femmes a dépassé le nombre d'hommes en 1998.

Dans tous les groupes professionnels axés sur le savoir, le nombre de femmes a augmenté, et dans les groupes des systèmes informatiques et de la direction celui-ci a plus que doublé de 1995 à 2006.

Le nombre de femmes dans le groupe scientifique et professionnel a presque doublé. En outre, les femmes de ce groupe professionnel étaient les plus jeunes en 2006, tous groupes professionnels confondus : seulement 38,5 % d'entre elles avaient 45 ans et plus.

Ces changements s'expliquent entre autres par l'évolution technologique de l'environnement de travail, laquelle a eu des répercussions sur l'administration fédérale et par des taux de participation des femmes au marché du travail de plus en plus élevés.

En contraste à l'augmentation du nombre de travailleurs du savoir, le nombre de travailleurs dont l'emploi est moins axé sur le savoir a reculé d'un tiers durant la même période.

Dans l'ensemble, la proportion de travailleurs de 45 ans et plus — hommes ou femmes œuvrant dans les professions axées sur le savoir ou moins axées sur le savoir — a considérablement augmenté de 1995 à 2006.

---

1. L'APC exclut les membres réguliers, les agents de police spéciaux et les membres civils de la Gendarmerie royale du Canada, les membres réguliers et les réservistes des Forces armées canadiennes, ainsi que les employés d'agences distinctes comme l'Agence du revenu du Canada. L'APC représente entre 89 % et 96 % du personnel (selon l'année de l'étude) de la fonction publique fédérale, une fois soustrait du total celui de l'Agence du revenu du Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.
2. Voir Katarzyna Naczk, « Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale », *Analyse en bref*, produit n° 11-621-XIE au catalogue de Statistique Canada, mars 2007, http://www.statcan.ca/francais/research/11-621-MIF/11-621-MIF2007053.htm (site consulté le 13 juillet 2007).

Travailleurs du savoir

Les chercheurs définissent les travailleurs du savoir de bien des façons différentes. Dans la présente étude, on considère que certains groupes professionnels relèvent davantage du domaine du savoir que d'autres. Ces groupes sont réunis en s'inspirant de la classification proposée par Lavoie et Roy[3]. Parmi ceux-ci, mentionnons la physique, les mathématiques, la chimie, le génie civil et mécanique, la biochimie, la recherche agricole, l'écologie, l'analyse, la programmation, l'économie, la comptabilité, la profession d'avocat et celle d'artiste.

La majorité des professions indiquées ci-dessus entrent habituellement dans les groupes professionnels définis par l'APC : scientifique et professionnel, systèmes informatiques, programmes et administration, direction, administration et agents du service extérieur. De ce fait, dans le présent document, on les considère comme des groupes de professions du savoir[4].

Les groupes professionnels faisant moins appel au savoir englobent les groupes technique, opérationnel et du soutien administratif de l'APC. Plus précisément, ils comprennent les groupes des commis aux écritures et aux règlements, des secrétaires, sténographes et dactylographes, du soutien technologique et scientifique, du soutien des sciences sociales, des techniciens généraux, des services correctionnels, des manœuvres et hommes de métier et des services divers.

La présente analyse ne tient pas compte des étudiants et des autres groupes non classés. Ils représentent moins de 4 % de l'effectif de l'APC de 1995 à 2006.

Pour en savoir plus sur les regroupements, voir la rubrique *Sources des données et méthodes*.

L'administration publique centrale est plus axée sur le savoir et plus âgée

En 2006, les travailleurs du savoir, comme ceux des groupes scientifiques et professionnels et des systèmes informatiques, représentaient 57,8 % de l'effectif total de l'APC. Cette proportion n'était que de 41,1 % une décennie plus tôt.

En 2006, environ 102 700 fonctionnaires de l'APC occupaient des emplois axés sur le savoir, soit quelque 25 400 de plus que les 77 300 dénombrés en 1995. En fait, le chiffre est tombé à un peu plus de 69 000 de 1995 à 1998, pour rebondir rapidement par la suite.

Quant au vieillissement de la main-d'œuvre canadienne, il se fait sentir plus rapidement chez les femmes. Cette tendance générale n'a pas épargné l'APC; en fait, elle était nettement plus marquée à l'APC que dans la main-d'œuvre canadienne en général. De 1995 à 2006, l'âge moyen des hommes à l'APC a augmenté de 1,6 an, comparativement à 2,7 ans chez les femmes.

La différence était encore plus prononcée parmi les travailleurs du savoir dont l'âge moyen des femmes a augmenté de 2,7 ans de 1995 à 2006, comparativement à seulement 0,7 an chez les hommes. Chez les travailleurs dont l'emploi est moins axé sur le savoir, l'âge moyen des femmes a fait un bond de 3,1 ans pendant cette période alors qu'il augmentait de 2,7 ans pour les hommes.

---

3. Voir Marie Lavoie et Richard Roy, *Emploi dans l'économie du savoir : un exercice de comptabilité de croissance pour le Canada*, Développement des ressources humaines Canada, Direction générale de la recherche appliquée, politique stratégique, produit n° R98-8E, 1998.
4. Le groupe des programmes et de l'administration et celui des systèmes informatiques ont été créés pour les besoins de la présente étude. Pour le Conseil du Trésor, ces deux sous-groupes appartiennent au groupe de l'administration et du service extérieur.

Tableau 1 Âge moyen de l'effectif de l'administration publique centrale et des Canadiens occupant un emploi, 1995 et 2006

	Administration publique centrale		Canadiens occupant un emploi	
Sexe	**1995**	**2006**	**1995**	**2006**
Homme	43,3	44,9	38,4	40,2
Femme	40,5	43,2	37,2	39,5

Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, Division des institutions publiques et Enquête sur la population active.

On retrouvera dans le contexte historique suivant quelques éléments expliquant les changements observés dans cette étude. Au début et au milieu des années 1990, le gouvernement fédéral affichait des déficits budgétaires qui ont, en partie, entraîné la mise à pied d'employés fédéraux.

Le boom technologique du point-com a émergé vers la fin des années 1990 et le gouvernement s'est efforcé d'adopter de nouvelles technologies plus efficaces : il a lancé, entre autres, le projet Canada en direct.

Au tournant du siècle, la génération des baby-boomers commençait à atteindre l'âge de la retraite. Les fonctionnaires embauchés durant les années d'expansion du gouvernement de la fin 1960 et dans les années 1970, parmi lesquels on comptait plus d'hommes que de femmes, ont commencé à quitter la fonction publique.

Durant la période d'après-guerre, le taux de participation des femmes au marché du travail n'a cessé d'augmenter. De même, au cours des dernières années, plus de la moitié des nouveaux diplômés des universités canadiennes étaient de sexe féminin. C'est en bonne partie parmi ces diplômés que le gouvernement recrute ses employés.

Après avoir chuté, le volume de l'emploi au gouvernement fédéral a recommencé à grimper à la fin des années 1990 et durant le nouveau millénaire à mesure que la situation financière du gouvernement s'est améliorée et que de nouvelles priorités se sont imposées.

Hausse constante du nombre de femmes dans tous les emplois axés sur le savoir

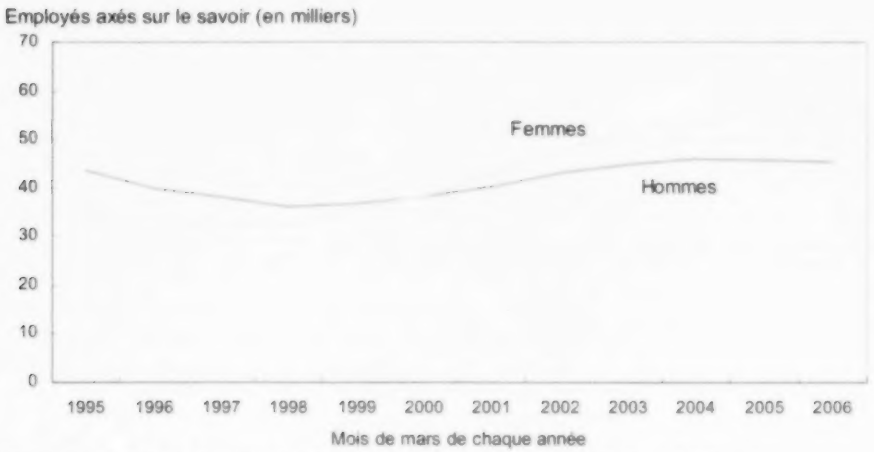
Tout comme l'effectif de l'APC a augmenté dans les groupes axés sur le savoir, le nombre de femmes était aussi en progression constante dans ces groupes. En fait, il y a maintenant plus de femmes que d'hommes dans les professions axées sur le savoir et autant que dans les professions moins axées sur le savoir. Cette réalité reflète l'augmentation générale du nombre de femmes à l'APC de 1995 à 2006.

Les femmes sont majoritaires dans les professions axées sur le savoir depuis l'an 2000, lorsque leur nombre s'élevait à presque 38 600 et celui des hommes à un peu plus de 38 000. En nombre, les femmes ont surpassé les hommes 3 ans plus tôt dans les emplois moins axés sur le savoir. En 1997, on comptait un peu moins de 42 700 femmes et près de 41 700 hommes qui occupaient ce genre d'emplois.

Dans le cas des travailleurs axés sur le savoir, le changement s'explique par l'augmentation du nombre de femmes alors que pour les travailleurs moins axés sur le savoir, c'est la diminution du nombre d'hommes dans l'APC qui explique le changement.

Le nombre de femmes a augmenté dans toutes les professions axées sur le savoir, et en 2006 il dépassait celui des hommes dans deux groupes : programmes et administration d'une part, et administration et service extérieur d'autre part.

Graphique 1 Les professions axées sur le savoir comptent plus de femmes que d'hommes depuis 2000



Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, Division des institutions publiques.

Tableau 2 Effectif de l'APC selon le sexe et le groupe professionnel, 1995 et 2006

Groupe professionnel		1995			2006		
		Homme	Femme	Proportion de femmes	Homme	Femme	Proportion de femmes
		nombre		pourcentage	nombre		pourcentage
Fondé sur le savoir	Administration et service extérieur	8 667	7 219	45,4	8 528	11 846	58,1
	Systèmes informatiques	4 300	1 468	25,5	8 454	3 467	29,1
	Direction	2 870	690	19,4	2 746	1 738	38,8
	Programmes et administration	13 800	17 880	56,4	11 002	28 957	72,5
	Scientifique et professionnel	13 983	6 429	31,5	14 539	11 422	44,0
	Total	**43 620**	**33 686**	**43,6**	**45 269**	**57 430**	**55,9**
Moins fondé sur le savoir	Soutien administratif	7 811	41 281	84,1	6 017	27 052	81,8
	Service opérationnel	26 940	4 341	13,9	16 149	3 760	18,9
	Technique	20 952	4 986	19,2	12 025	5 637	31,9
	Total	**55 703**	**50 608**	**47,6**	**34 191**	**36 449**	**51,6**
Total		**99 323**	**84 294**	**45,9**	**79 460**	**93 879**	**54,2**

Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, Division des institutions publiques.

Programmes et administration : les femmes sont majoritaires

L'augmentation du nombre de femmes dans les professions axées sur le savoir peut en grande partie être attribuée à la forte croissance de l'emploi des femmes dans le groupe des programmes et de l'administration. Les définitions de cette étude diffèrent de celles du Conseil du Trésor. Le groupe programmes et administration comprend les administrateurs de programmes (PM) et les services administratifs (AS), alors que le groupe de l'administration et du service extérieur comprend entre autres la gestion des finances (FI), le service d'information (IS) et le service extérieur (FS). Le groupe du soutien administratif comprend le groupe de traitement mécanique des données (DA), les commis aux écritures et règlements (CR) et les secrétaires, sténographes et dactylographes (ST).

En 2006, le groupe comptait un peu moins de 29 000 femmes, soit environ 11 000 de plus qu'en 1995. Par contre, le nombre d'hommes est passé de 13 800 en 1995 à un peu plus de 11 000 en 2006.

En 1995, dans les professions axées sur le savoir, le groupe des programmes et de l'administration était le seul dans lequel les femmes étaient majoritaires. En 2006, les femmes représentaient 72,5 % des employés de ce groupe, comparativement à 56,4 % en 1995.

Dans les professions axées sur le savoir, c'est le seul groupe professionnel qui affiche un net recul des hommes, tandis que le nombre de femmes connaît une forte croissance. Toutefois, le déclin du nombre d'hommes semble être associé à un vieillissement général de l'effectif du groupe. Le pourcentage de femmes de 45 ans et plus est passé de seulement 33,3 % en 1995 à 55,8 % en 2006. Durant la même période, la proportion d'hommes de ce groupe d'âge a augmenté de moins de 5 points de pourcentage.

Tableau 3 Proportion d'employés de l'APC de 45 ans et plus, selon le sexe et le groupe professionnel, 1995 et 2006

Groupe professionnel		Homme		Femme	
		1995	2006	1995	2006
		Pourcentage de personnes de 45 ans et plus			
Fondé sur le savoir	Administration et service extérieur	50,6	56,0	29,5	45,9
	Systèmes informatiques	26,6	38,8	15,5	42,8
	Direction	83,6	83,4	60,7	76,9
	Programmes et administration	53,4	58,2	33,3	55,8
	Scientifique et professionnel	51,5	55,0	30,8	38,5
	Total	**51,6**	**54,6**	**31,8**	**50,2**
Moins fondé sur le savoir	Soutien administratif	30,7	45,6	32,8	52,2
	Service opérationnel	42,6	58,9	38,0	40,8
	Technique	44,6	62,2	21,0	44,0
	Total	**41,7**	**57,7**	**32,1**	**49,7**
Total		**46,0**	**56,0**	**32,0**	**50,0**

Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, Division des institutions publiques.

Administration et service extérieur : deuxième en importance pour la proportion de femmes

En 1995, le groupe de l'administration et du service extérieur était dominé par les hommes, les femmes ne représentant que 45,4 % de l'effectif. En 2006, la proportion de femmes était passée à 58,1 %, constituant ainsi un deuxième groupe dominé par les femmes dans les professions axées sur le savoir.

Le groupe de l'administration et du service extérieur figurait parmi les trois groupes dans lesquels le nombre d'hommes est resté à peu près inchangé, tandis que le nombre de femmes a considérablement augmenté. (Les deux autres étaient le groupe de la direction et le groupe scientifique et professionnel.)

Compte tenu de la tendance générale du vieillissement, la cohorte des femmes du groupe de l'administration et du service extérieur a vieilli plus rapidement que la cohorte des hommes. De 1995 à 2006, la proportion de femmes de 45 ans et plus a augmenté de 16,4 points de pourcentage.

Groupe scientifique et professionnel : le nombre de femmes a presque doublé

Tandis que le nombre d'hommes dans le groupe scientifique et professionnel est demeuré essentiellement constant de 1995 à 2006, celui des femmes a presque doublé, passant d'environ 6 400 à plus de 11 400. Ainsi, la proportion de femmes dans le groupe scientifique et professionnel a grimpé de 31,5 % à 44,0 %.

Au cours de la même période, le groupe scientifique et professionnel se classait quatrième parmi les huit groupes professionnels, en ce qui concerne le nombre de femmes.

Le groupe scientifique et professionnel se distinguait quelque peu des autres groupes quant au pourcentage de femmes plus âgées. En 2006, seulement 38,5 % des femmes du groupe avaient 45 ans et plus, c'est-à-dire le pourcentage le plus faible de tous les groupes professionnels. En outre, de 1995 à 2006, la proportion n'a augmenté que de 7,7 points de pourcentage. Plus de 55 % des hommes du groupe étaient âgés de 45 ans et plus.

Systèmes informatiques : forte progression chez les femmes plus âgées

Le groupe des systèmes informatiques est le seul où le nombre d'hommes et de femmes a considérablement augmenté de 1995 à 2006. En fait, pour les deux sexes, le nombre a doublé, la hausse étant un peu plus marquée chez les femmes. Par conséquent, le pourcentage de femmes n'a augmenté que très légèrement, passant de 25,5 % en 1995 à 29,1 % en 2006.

Ce groupe de travailleurs se distingue également en ce qui a trait au vieillissement. De 1995 à 2006, le pourcentage de femmes de 45 ans et plus a connu un bond spectaculaire de 27,3 points de pourcentage. En 1995, les femmes du groupe étaient de loin les plus jeunes de l'APC, puisque seulement 15,5 % avaient 45 ans et plus. En 2006, elles étaient 42,8 % à être âgées de 45 ans et plus.

Parmi les hommes, ce sont ceux de ce groupe qui étaient également les plus jeunes en 1995, puisque seulement 26,6 % avaient 45 ans et plus. En 2006, ils étaient toujours plus jeunes, même si leur proportion avait atteint 38,8 %.

Groupe de la direction : une proportion deux fois plus grande de femmes et le groupe le plus âgé

Le groupe de la direction a affiché la plus forte hausse du nombre de femmes de 1995 à 2006 dans les emplois axés sur le savoir. En 1995, les femmes formaient environ 19,4 % de l'effectif; en 2006, la proportion avait doublé pour atteindre 38,8 %, mais le groupe était encore celui où les femmes étaient le plus faiblement représentées.

En chiffres absolus, le nombre de femmes occupant des postes de direction s'est accru de 2.5 fois durant de cette période. En 1995, seulement 690 femmes dirigeaient une division ou assumaient des responsabilités plus élevées, alors qu'en 2006, presque 1 750 femmes avaient atteint ce niveau.

En raison de la nature du travail et du temps requis pour acquérir l'expérience et les connaissances exigées, les hommes et les femmes du groupe de la direction sont les employés les plus âgés. En 2006, 76,9 % des femmes et 83,4 % des hommes avaient 45 ans et plus. Même si la proportion d'hommes de 45 ans et plus n'a presque pas changé depuis 1995, celle des femmes était en hausse de plus de 16 points de pourcentage.

Emplois moins axés sur le savoir : l'emploi décline d'un tiers

L'effectif est en baisse depuis 1995 dans les groupes professionnels moins axés sur le savoir. Ce sont ces travailleurs qui ont quitté en masse l'APC de 1995 à 1999.

L'effectif des groupes professionnels moins axés sur le savoir a diminué d'un tiers, passant d'un peu plus de 106 300 en 1995 à tout juste au-dessus de 70 600 en 2006.

Les tendances de l'emploi à l'APC pourraient en partie s'expliquer par la hausse constante des professions qui dépendent des nouvelles technologies ou qui sont redéfinies par l'informatique, et par une baisse chez les professions qu'il est possible de remplacer par ces technologies. Par exemple, la saisie automatisée des données réduit le recours à la saisie manuelle.

Dans l'ensemble, le nombre d'hommes et de femmes a diminué dans les professions moins axées sur le savoir de 1995 à 2006. Toutefois, le nombre de femmes dans le groupe technique s'est légèrement accru pendant cette période. Un peu plus de 5 600 femmes y travaillaient en 2006, comparativement à un peu moins de 5 000 en 1995.

Par conséquent, les femmes étaient un peu plus nombreuses que les hommes dans les emplois moins axés sur le savoir : leur proportion s'élevait à 51,6 % en 2006. Toutefois, dans le groupe du soutien administratif, elles représentaient 81,8 % de l'effectif.

Groupe du soutien administratif : prédominance des femmes malgré d'importantes pertes

Le groupe du soutien administratif surpassait clairement en nombre tous les autres groupes de la catégorie des professions moins axées sur le savoir. Ce groupe a aussi subi la perte la plus marquée parmi tous les groupes, soit 15 000 emplois de 1995 à 2006. L'effectif du groupe comptait la plus forte proportion de femmes, soit 84,1 % en 1995 et 81,8 % en 2006.

De 1995 à 2006, le nombre d'emplois était en baisse tant chez les hommes que chez les femmes, mais ce sont les femmes qui ont été le plus durement touchées. Elles ont perdu 14 000 emplois, comparativement à moins de 2 000 pour les hommes.

L'ampleur de la perte d'emplois a sensiblement modifié le profil du groupe selon l'âge. De 1995 à 2006, la proportion de femmes de 45 ans et plus a augmenté de 19,4 points de pourcentage, tandis que celle des hommes a gagné presque 15 points de pourcentage. En 2006, la majorité des femmes œuvrant dans le domaine de l'administration et des services de soutien avaient 45 ans et plus.

Groupe opérationnel : légère baisse du nombre de femmes

Tandis que le nombre d'hommes dans le groupe opérationnel a chuté de plus de 10 000 de 1995 à 2006, celui des femmes a baissé de 600 seulement. Par conséquent, la proportion de femmes est passée de 13,9 % à 18,9 %.

La proportion de femmes de 45 ans et plus a connu la plus faible progression de 1995 à 2006, soit seulement 2,8 points de pourcentage.

En 2006, seulement 40,8 % des femmes du groupe opérationnel avaient 45 ans et plus, ce qui situe ce groupe au deuxième rang pour le plus jeune effectif parmi les huit groupes professionnels.

Groupe technique : le seul groupe moins axé sur le savoir en hausse pour les femmes

Les techniciennes sont les seules dont le nombre a augmenté de 1995 à 2006 dans les occupations moins axées sur le savoir. La hausse était modeste, soit un peu plus de 600 emplois.

Durant la même période, le nombre de techniciens a diminué. Ainsi, en 2006, la proportion de techniciennes se situait à 31,9 %, contre seulement 19,2 % en 1995.

Les hommes du groupe technique étaient les plus âgés parmi les travailleurs moins axés sur le savoir et ils venaient au deuxième rang de l'effectif masculin de l'APC, derrière ceux du groupe de la direction. En 2006, la proportion d'hommes de 45 ans et plus était de 62,2 %.

Les femmes du groupe étaient nettement plus jeunes que leurs homologues masculins. En 2006, seulement 44,0 % des techniciennes avaient 45 ans et plus, même si la proportion avait plus que doublé par rapport aux 21,0 % en 1995.

Sources des données et méthodes

L'administration publique centrale (APC) regroupe le personnel travaillant dans les principaux groupes professionnels de tous les ministères cités aux annexes I et IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), ainsi que le personnel ministériel, les sous-ministres, les personnes nommées par le gouverneur en conseil ou par décret, les juges et les étudiants affiliés à ces ministères.

La classification en groupes professionnels est l'objet principal du présent document et la majorité du personnel de l'APC peut être classée selon les normes actuelles de classification de l'APC. Ceux qui en font partie, mais qui ne sont pas classés selon ces normes, sont placés dans le groupe « Autre ou étudiant », qui présente moins de 4 % des emplois.

L'APC représente environ entre 89 % et 96 % du personnel (selon l'année de l'étude) de la fonction publique fédérale, une fois soustrait du total celui de l'Agence du revenu du Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada. La fonction publique fédérale est constituée des ministères et organismes cités aux annexes I, IV et V de la LGFP. Elle ne comprend ni la GRC, ni les organisations classées « Non commerciales et autres », ni les Forces armées canadiennes.

Aux fins de comparaison, les données de l'Agence du revenu du Canada (ARC) ont été éliminées pour les années 1995 à 1999, l'ARC étant devenue une agence distincte en novembre 1999 (connue ensuite sous le nom d'Agence des douanes et du revenu du Canada). Le retrait de l'ARC de l'APC s'est traduit par l'élimination de quelque 40 000 employés du fichier. Si l'on n'avait pas exclu ces données, on aurait constaté une baisse non pertinente du nombre d'employés de l'administration publique centrale entre 1999 et 2000, alors qu'en réalité il y a eu augmentation de l'effectif. C'est pour des raisons similaires qu'on a retiré les données de l'Agence des services frontaliers du Canada pour les années 2005 et 2006.

Les données sur l'APC et les groupes professionnels proviennent du Fichier des titulaires administré par l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada. On a utilisé les données du mois de mars de chaque année à l'étude, parce qu'elles coïncident avec la fin de l'exercice financier et que ce mois est reconnu pour être stable du point de vue de l'emploi.

La classification en groupes axés sur le savoir ou moins axés sur le savoir s'est faite en fonction des groupes professionnels puisqu'il n'était pas possible, par exemple, d'obtenir des données sur le niveau de scolarité. Les codes nationaux des professions étaient accessibles pour les données des années 2005 et 2006; on les a utilisés pour corroborer la classification établie pour les groupes axés sur le savoir et les groupes moins axés sur le savoir. On a classé les groupes professionnels dont le niveau de compétence était majoritairement classé A (exige un diplôme universitaire) dans les groupes axés sur le savoir et ceux dont le niveau de compétence était majoritairement classé C (une à quatre années d'études secondaires) ou inférieur dans les groupes moins axés sur le savoir. On a réuni les groupes dont le niveau de compétence était classé B en fonction des exigences de scolarité liées au code donné et, par conséquent, on les a classés soit dans les groupes axés sur le savoir soit dans les groupes moins axés sur le savoir. Il y a indéniablement dans chaque groupe une combinaison d'emplois axés sur le savoir et d'emplois moins axés sur le savoir; toutefois, la classification s'appuie sur la majorité.

Les limites des données se situent surtout au niveau des données manquantes par rapport au sexe, à l'âge et à la classification de la profession des employés, ce qui touchait moins de 4 % des enregistrements du fichier. Des techniques d'imputation ont permis de compléter la plus grande partie de l'information.